

Extrait du Registre des Délibérations
Du Comité deS AGES du Pays Trithois
SEANCE DU 17 MARS 2016
N° 20160005

L'an deux mille seize, le 17 mars à 18h00, le comité syndical du Comité deS AGES du Pays Trithois s'est réuni au Comité deS AGES du Pays Trithois à Aulnoy lez valenciennes, Sous la présidence de Norbert JESSUS, Président du Comité deS AGES du Pays Trithois.

Date de la convocation :	11 mars 2016
Membres en exercice :	32
Présents :	21+2 pouvoirs
UNANIMITE	
Voix pour	
Voix contre	
Abstention(s)	

Objet :

20160005 : Modification des contrats de séjour « des résidences Harmonie, Godenettes et Heures Claires »

Présents Titulaires : ANDRE Liliane et JOURNEZ Robert « Artres », DUSART Julien « Aulnoy lez valenciennes », BRUNET Joël et PAMART Jean Baptiste « Famars », BAILLEUX Marie Claire et SARPAUX Françoise « Haulchin », SCARTOCCETTI Franck et KERN Claudine arrivée à 18h30 « Hérin », DOLEZ Charline « Maing », MOYAUX Isabelle « Prouvy », PILLON Michel « Raismes », MAJDALANI Aboud et DOYEN Jean Claude « Rouvignies », LIONNE Annie Claude « Thiant », JESSUS Norbert et HONORE Claudette « Thiant », GILLERON Marc et DUPONT Michel quittent la séance à 19h25 « Verchain Maugré »

Présents Suppléants : LEVAN Denise « Aulnoy lez valenciennes », HAVEZ Christine « Prouvy »,

Excusés-Absents : RENARD Gérard « Aulnoy lez valenciennes », GOUGET Jeannine et SOPO Bernadette « La Sentinelle », DUMOULIN Henri « Maing », METAYER Jean Maurice et HAMIEAU Maud « Monchaux sur Ecaillon », DILIBERTO Martine et TIMPANO Pascal « Petite Forêt », CHOAIN Isabelle « Prouvy », MAITTE Marie Pascale et MAITTE Sarah « Quérénaing », POTIER Sylvia pouvoir donné à PILLON Michel « Raismes », GARCON Yvette pouvoir donné à LIONNE Annie Claude « Thiant »

Vu la commission vie sociale du Comité deS AGES du Pays Trithois du 22 février 2016

Monsieur le Président Demande à l'assemblée de procéder à des modifications dans les contrats de séjour des résidences « Harmonie, Heures Claires et Godenettes » comme dans le document ci-joint.

Le Comité Syndical
Après en avoir délibéré,

Approuve à l'unanimité les modifications des contrats de séjour des résidences « Harmonie, Heures Claires et Godenettes ».

Ainsi fait et délibéré
Pour extrait conforme,
Signé,
Le Président
Norbert JESSUS

Délibération télétransmise
En Sous Préfecture de Valenciennes
Le :

A large, stylized handwritten signature in blue ink is written over a faint, circular official stamp. The stamp contains the text "Comité Syndical" and "Pays Trithois" in a small font.

Modifications apportées au contrat de séjour « Harmonie et Les Godenettes »**3. Dispositions spécifiques relatives à l'hébergement****3.1 Prestations hôtelières****3.1.3 Entretien du linge**

La fourniture et l'entretien du linge plat (draps, serviettes éponges, gants de toilette) est pris en charge par la résidence.

La prestation « entretien du linge personnel du résident » n'est pas compris dans le prix de journée.

Néanmoins, l'entretien peut être pris en charge par la résidence sans coût supplémentaire (prestataire extérieur). **Attention dans ce cas, le résident dégage la résidence de toute responsabilité en cas de perte ou détérioration accidentelle lors de son lavage par le prestataire extérieur.** (Décret 2015-1868 du 30 décembre 2015 relatif à la liste des prestations minimales d'hébergement délivrées par les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

3.1.4 Animation et vie sociale

La résidence est amenée à effectuer des prises de vue (photos et vidéos), notamment dans le cadre des activités d'animation et de la communication interne/externe de la résidence. Chaque résident doit donner ou non son accord en remplissant le document sur « le droit et l'image » dans le présent contrat de séjour.

4. Conditions financières

Prestations comprises dans les frais de séjours	Prestations non comprises dans les frais de séjours
Frais d'administration générale Mise à disposition d'une chambre équipée d'un lit à hauteur variable, fauteuil, chevet, prise de télévision, ligne téléphonique intérieure, extérieure et de la WIFI L'entretien de la chambre (ménage, petits travaux de réparation). Fourniture du chauffage, de l'électricité et de l'eau, gaz, éclairage Accès et utilisation des locaux collectifs Fourniture et entretien du linge plat « Drap, serviette... » Les protections pour l'incontinence le cas échéant l'aide à l'accomplissement des actes essentiels de la vie courante Restauration Les activités hebdomadaires telles que les ateliers	Les transports en ambulance... Le poste de télévision et redevance télévision Les communications téléphoniques Les journaux affranchissement du courrier Le nécessaire de toilette (savon, shampoing...) Repas des invités Frais de coiffure Achats personnels (courses, déplacement....) L'assurance responsabilité civile Les honoraires des intervenants libéraux La fourniture des médicaments la fourniture des prothèses (lunettes...) souscription d'une assurance maladie complémentaire (vivement recommandée) La fourniture et l'entretien du linge personnel

7. Droits et obligations du résident

7.1 Liberté d'aller et venir dans la résidence et obligation de soins et de sécurité

La résidence est un lieu ouvert : les résidents peuvent entrer et sortir librement sous réserve d'en informer le cadre de santé, l'infirmière présente ou les aides soignantes.

La liberté d'aller et venir est un droit inaliénable fondamental de la personne humaine. Cette liberté s'interprète de manière extensive et prend avis sur les notions d'autonomie, de vie privée et de dignité de la personne. La difficulté est donc d'arriver à concilier deux principes apparemment opposés, la liberté et la sécurité, au cas par cas, pour tendre vers un maximum de liberté avec un minimum de danger.

La loi du 2 janvier 2002 a pour objectif de « passer de la protection de la personne fragile à la reconnaissance d'un usager citoyen ». C'est passer du principe de précaution au principe d'autonomie et du droit au risque. Ainsi le droit au risque doit être respecté et accepté par les équipes soignantes et les familles. Il s'agit de trouver « le moins mauvais compromis possible ».

Les restrictions à la liberté d'aller et venir pour des raisons médicales sont codifiées et limitées aux trois situations suivantes :

- L'isolement septique
- Les troubles du comportement mettant la personne en danger : errance, fugue...
- Le risque élevé de chutes

Si la situation paraît exiger une restriction à la liberté d'aller et venir, des protocoles de liberté et de sécurité individuels sont alors discutés et établis par écrit en respectant la démarche suivante :

- Évaluer les risques avec la famille et/ou l'entourage
- Évaluer les pourcentages bénéfices/risques encourus par la liberté d'aller et venir et les bénéfices/risques encourus en raison du confinement.
- Prendre une décision pluridisciplinaire, l'écrire dans le dossier du résident et réévaluer périodiquement cette décision.

8. La désignation du référent familial et de la personne de confiance

8.1 Le référent familial

C'est une personne de l'entourage du résident que celui-ci aura désignée, s'il le peut et s'il le souhaite, auprès du cadre de santé pour recueillir les informations le concernant et les transmettre à son entourage. La facture lui sera également envoyée chaque mois.

Cette démarche pourra être directement sollicitée auprès de son entourage s'il n'est pas en mesure de le faire. Ceci permet d'améliorer la qualité des informations transmises.

8.2 La personne de confiance

Le résident peut désigner une personne de confiance qui peut être un parent, un proche ou le médecin traitant, et qui sera consultée au cas où lui-même serait hors d'état d'exprimer sa volonté et de recevoir l'information nécessaire à cette fin. Cette désignation est faite par écrit. Elle est révocable à tout moment. Si le résident le souhaite, la personne de confiance l'accompagne dans ses démarches et assiste aux entretiens médicaux afin de l'aider dans ses décisions.

La personne de confiance n'a pas le pouvoir de représenter légalement la personne, elle ne peut pas donner des avis et n'a pas le droit de consentir à sa place.

En cas de mesure de tutelle, le juge peut soit confirmer, soit infirmer le rôle de la personne de confiance.

Le secret médical est levé pour la personne de confiance qui peut ainsi échanger avec le médecin.

10. Dons et legs et avantages financiers de toute nature

L'Article L116-4 du CASF interdit à toute personne physique propriétaire, administrateurs ou employés d'un établissement ou service médico-social ainsi qu'aux bénévoles qui interviennent en leur sein et les associations auxquelles ces derniers adhèrent de recevoir de legs, de donations ou avantages financiers de toute nature, de la part d'une personne handicapée ou d'une personne âgée, accompagnée par cet établissement ou service.

Les actes de ventes ou d'achats entre les résidents et le personnel sont également prohibés.

CONCLUSION DU CONTRAT

1. Désignation d'une personne de confiance au sens de l'article L.311-5-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

☐ Je soussigné(e), «TITRE» «NOM» «PRENOM», hébergé dans la résidence « Harmonie » désigne

Lien avec le résident :

En tant que personne de confiance au sens de l'article L.311-5-1 du CASF)

Sera consulté(e) au cas où je serais hors d'état d'exprimer ma volonté et de recevoir l'information nécessaire à cette fin.

☐ Ne souhaite pas désigner une personne de confiance

Fait à Aulnoy lez valenciennes
valenciennes

Le
Le résident

Fait à Aulnoy lez

Le
La personne de confiance

Formulaire de révocation

Je soussigné(e) _____ résident(e) hébergé(e) dans la résidence révoque

Comme personne de confiance à compter du _____
M. _____

Signature du résident

Au cas où la personne de confiance désire interrompre son engagement, celle-ci doit rédiger une attestation écrite, datée, signée, à joindre au dossier du résident.

DESCRIPTIFS ET CHOIX « A compléter à la signature du présent contrat de séjour »

Nom :	Prénom :	
Date d'entrée :	<input type="checkbox"/> Accueil temporaire <input type="checkbox"/> Accueil permanent	
N° de chambre :	Statut : <input type="checkbox"/> Payant <input type="checkbox"/> Aide Sociale	
Unité :	<input type="checkbox"/> Rue du bois des chartreux <input type="checkbox"/> Rue du sentier d'Havre <input type="checkbox"/> Rue des Pâtorettes <input type="checkbox"/> Rue du sentier des Haies <input type="checkbox"/> Rue de la source <input type="checkbox"/> Autre : _____	
CHOIX		
Téléphone	<input type="checkbox"/> souhaite être équipé(e) d'un téléphone	<input type="checkbox"/> Ne souhaite pas
Entretien du linge personnel	<input type="checkbox"/> souhaite que l'entretien du linge personnel soit pris en charge par la résidence	<input type="checkbox"/> Ne souhaite pas
Clé de la chambre	<input type="checkbox"/> souhaite avoir la clé de sa chambre	<input type="checkbox"/> Ne souhaite pas
Coffre fort dans la chambre	<input type="checkbox"/> souhaite être équipé(e) d'un coffre fort	<input type="checkbox"/> Ne souhaite pas
Photographie	<input type="checkbox"/> Autorise la résidence à utiliser mon image <input type="checkbox"/> Site internet du Comité deS AGES du Pays Trithois <input type="checkbox"/> Plaquettes/brochures <input type="checkbox"/> Outils de formation <input type="checkbox"/> Journal interne/ animation <input type="checkbox"/> Presse locale <input type="checkbox"/> Reportage télévisé <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> N'autorise pas
Médecin traitant	Nom : _____ Adresse : _____ Téléphone : _____	
Kinésithérapeute	Nom : _____ Adresse : _____ Téléphone : _____	
Pharmacie	Nom : _____ Adresse : _____ Téléphone : _____	
Pédicure	Nom : _____ Adresse : _____ Téléphone : _____	
Ambulance	Nom : _____ Adresse : _____ Téléphone : _____	
En cas de problème ou avis grave	La famille désire t-elle être prévenue la nuit : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Formalités en cas de décès	Avant le décès : Recevoir un ministre du culte : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Contrat obsèques : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Nom de l'organisme : _____ Société de pompes funèbres : _____ Tenue vestimentaire : _____ Cérémonie religieuse : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Y-a-t-il un notaire en charge de la succession : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

Fait à Aulnoy lez valenciennes, le _____ Le résident ou son représentant légal

Modifications apportées au contrat de séjour de la résidence autonomie « Heures Claires »

4. Prestations hôtelières

4.10 Soins et surveillance médicale et paramédicale

La résidence n'étant pas médicalisée, aucun contrôle de l'état de santé ni de prise des médicaments ou autre ne peut être assuré par le personnel de la résidence. Toutefois, le résident a la possibilité de prendre la prestation « Système d'appel ».

Le résident a le libre choix de son médecin, infirmier, pédicure, ambulancier, kinésithérapeute..., il assure la prise en charge financière des actes.

La résidence ne peut en aucun cas donner les coordonnées d'un prestataire, le résident est invité à consulter les pages jaunes afin de faire seul son choix.

9. Droits et obligations du résident

9.1 Liberté d'aller et venir dans la résidence et obligation de soins et de sécurité

La résidence est un lieu ouvert : les résidents peuvent entrer et sortir librement.

La liberté d'aller et venir est un droit inaliénable fondamental de la personne humaine. Cette liberté s'interprète de manière extensive et prend avis sur les notions d'autonomie, de vie privée et de dignité de la personne. La difficulté est donc d'arriver à concilier deux principes apparemment opposés, la liberté et la sécurité, au cas par cas, pour tendre vers un maximum de liberté avec un minimum de danger.

La loi du 2 janvier 2002 a pour objectif de « passer de la protection de la personne fragile à la reconnaissance d'un usager citoyen ». C'est passer du principe de précaution au principe d'autonomie et du droit au risque. Ainsi le droit au risque doit être respecté et accepté par les équipes soignantes et les familles. Il s'agit de trouver « le moins mauvais compromis possible ».

Les restrictions à la liberté d'aller et venir pour des raisons médicales sont codifiées et limitées aux trois situations suivantes :

- L'isolement septique
- Les troubles du comportement mettant la personne en danger : errance, fugue...
- Le risque élevé de chutes

Si la situation paraît exiger une restriction à la liberté d'aller et venir, des protocoles de liberté et de sécurité individuels sont alors discutés et établis par écrit en respectant la démarche suivante :

- Évaluer les risques avec la famille et/ou l'entourage
- Évaluer les pourcentages bénéfices/risques encourus par la liberté d'aller et venir et les bénéfices/risques encourus en raison du confinement.
- Prendre une décision pluridisciplinaire, l'écrire dans le dossier du résident et réévaluer périodiquement cette décision.

10. La désignation du référent familial et de la personne de confiance

10.1 Le référent familial

C'est une personne de l'entourage du résident que celui-ci aura désignée, s'il le peut et s'il le souhaite, auprès du cadre de santé pour recueillir les informations le concernant et les transmettre à son entourage. La facture lui sera également envoyée chaque mois.

Cette démarche pourra être directement sollicitée auprès de son entourage s'il n'est pas en mesure de le faire. Ceci permet d'améliorer la qualité des informations transmises.

10.2 La personne de confiance

Le résident peut désigner une personne de confiance qui peut être un parent, un proche ou le médecin traitant, et qui sera consultée au cas où lui-même serait hors d'état d'exprimer sa volonté et de recevoir l'information nécessaire à cette fin. Cette désignation est faite par écrit. Elle est révocable à tout moment. Si le résident le souhaite, la personne de confiance l'accompagne dans ses démarches et assiste aux entretiens médicaux afin de l'aider dans ses décisions.

La personne de confiance n'a pas le pouvoir de représenter légalement la personne, elle ne peut pas donner des avis et n'a pas le droit de consentir à sa place.

En cas de mesure de tutelle, le juge peut soit confirmer, soit infirmer le rôle de la personne de confiance.

Le secret médical est levé pour la personne de confiance qui peut ainsi échanger avec le médecin.

12. Dons et legs et avantages financiers de toute nature

L'Article L116-4 du CASF interdit à toute personne physique propriétaire, administrateurs ou employés d'un établissement ou service médico-social ainsi qu'aux bénévoles qui interviennent en leur sein et les associations auxquelles ces derniers adhèrent de recevoir de legs, de donations ou avantages financiers de toute nature, de la part d'une personne handicapée ou d'une personne âgée, accompagnée par cet établissement ou service.

Les actes de ventes ou d'achats entre les résidents et le personnel sont également prohibés.

CONCLUSION DU CONTRAT

Désignation d'une personne de confiance au sens de l'article L.311-5-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

☐ Je soussigné(e), «TITRE» «NOM» «PRENOM», hébergé dans la résidence « Heures Claires » désigne «TITRE_COR» «NOM_PRENOM_COR»
«ADRESSE» «ADRESSE1» «CP» «VILLE»

Lien avec le résident :

En tant que personne de confiance au sens de l'article L.311-5-1 du CASF)

Sera consulté(e) au cas où je serais hors d'état d'exprimer ma volonté et de recevoir l'information nécessaire à cette fin.

☐ Ne souhaite pas désigner une personne de confiance

Fait à Aulnoy lez valenciennes

Le

Le résident

Fait à Aulnoy lez valenciennes

Le

La personne de confiance

Formulaire de révocation

Je soussigné(e) _____ résident(e) hébergé(e) dans la résidence
révoque comme personne de confiance à compter du _____

M _____ Signature du résident

Au cas où la personne de confiance désire interrompre son engagement, celle-ci doit rédiger une attestation écrite, datée, signée, à joindre au dossier du résident.

DESCRIPTIFS ET CHOIX « A compléter à la signature du présent contrat de séjour »

Nom :		Prénom :	
Date d'entrée :			
N° du logement :		Statut :	<input type="checkbox"/> Payant <input type="checkbox"/> Aide Sociale
Type de logement	<input type="checkbox"/> T1		<input type="checkbox"/> T2
Etage :	<input type="checkbox"/> Rue des trois muids		<input type="checkbox"/> Rue du Castiau
	<input type="checkbox"/> Rue de la source		<input type="checkbox"/> Rue du moulin à blé
CHOIX			
Coffre fort dans la chambre	<input type="checkbox"/> souhaite être équipé(e) d'un coffre fort		<input type="checkbox"/> Ne souhaite pas
Photographie	<input type="checkbox"/> Autorise la résidence à utiliser mon image <input type="checkbox"/> Site internet du Comité deS AGES du Pays Trithois <input type="checkbox"/> Plaquettes/brochures <input type="checkbox"/> Outils de formation <input type="checkbox"/> Journal interne/ animation <input type="checkbox"/> Presse locale <input type="checkbox"/> Reportage télévisé <input type="checkbox"/> Autres		<input type="checkbox"/> N'autorise pas
Médecin traitant	Nom : Adresse : Téléphone :		
Kinésithérapeute	Nom : Adresse : Téléphone :		
Pharmacie	Nom : Adresse : Téléphone :		
Pédicure	Nom : Adresse : Téléphone :		
Ambulance	Nom : Adresse : Téléphone :		
En cas de problème ou avis grave	La famille désire t-elle être prévenue la nuit : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
Formalités en cas de décès	Avant le décès : Recevoir un ministre du culte : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Contrat obsèques : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Nom de l'organisme : _____ Société de pompes funèbres : _____ Tenue vestimentaire : _____ Cérémonie religieuse : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Y-a-t-il un notaire en charge de la succession : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

Fait à Aulnoy les valenciennes, le _____ Le résident ou son représentant légal